

TSUNAMI ET SYSTÈME D'ALERTE

Nombreux sont les lecteurs qui ont bien voulu, notamment après avoir lu mon éditorial du numéro de janvier, me dire combien ils souscrivaient aux propos fort critiques, sinon alarmants, que je tiens depuis longtemps sur la société française, le processus en cours de déclin et de délitement.

Je reconnais être quelque peu obsédé par le déficit politique dont souffrent la France et l'Europe plus généralement. Mais je reconnais tout aussi volontiers la nécessité, pour une revue comme Futuribles, au-delà de la critique, d'être une force de proposition et d'esquisser des pistes pour sortir du marasme ambiant.

J'y reviendrai dans un prochain numéro. Mais, en ce début d'année 2005, j'avoue être davantage hanté par le raz-de-marée qui vient de ravager les côtes de l'océan Indien et d'entraîner des dizaines de milliers de morts. En dépit du sentiment d'horreur que suscite une telle catastrophe, je ne m'appesantirai pas — tant d'autres l'ont déjà fait — sur l'ampleur du drame provoqué par ce tsunami pour les populations et les pays qui en ont été victimes, et en subiront encore les conséquences pendant longtemps.

Lorsque nous soulignons que l'avenir n'est pas prédéterminé, qu'il est synonyme de liberté, de pouvoir et de

volonté, cela ne signifie pas, à l'évidence, que nous prétendons être les maîtres du monde, être à même d'anticiper l'inattendu, de maîtriser le hasard, de contrôler tous les phénomènes. La catastrophe nous rappelle à une grande humilité. Mais par rapport aux risques majeurs qui ont toujours existé (rappelez-vous, durant la période récente, le séisme qui a entraîné 100 000 morts en Italie en 1908, sans parler des 20 millions de victimes de la grippe espagnole en 1917-1919...), nous étions supposés avoir accompli deux révolutions.

Une révolution culturelle avec l'émergence du principe de responsabilité. Depuis que Voltaire écrivait qu'« on ne poursuit pas la Providence », résumant bien ainsi le sentiment d'impuissance que longtemps les hommes ont éprouvé face à ce qui était perçu comme fatalité, nous étions supposés avoir pris mieux conscience de notre vulnérabilité, notamment vis-à-vis des catastrophes naturelles et technologiques. Donc de la nécessité de mieux les anticiper grâce à des dispositifs de veille, d'alerte, sinon de prévision, et à mieux nous organiser pour en limiter les conséquences par l'adoption de mesures de précaution (par exemple, les plans d'aménagement) et la mise au point de dispositifs plus efficaces de gestion (par exemple, l'organisation des secours).

Une révolution scientifique avec le développement de moyens d'investigation sans précédent et donc une meilleure compréhension des phénomènes naturels, notamment la tectonique des plaques et les métamorphoses au long cours de la planète. En témoigne, du reste, l'excellent article de Christiane Galus publié dans *Le Monde* du 30 décembre 2004, qui rend compte des recherches menées par des organismes tels que le California Institute of Technology (Caltech, États-Unis) ou l'Institut de physique du globe de Paris (IPGP), et qui nous explique que le séisme survenu sur la côte ouest du Nord de Sumatra est le résultat d'une histoire qui a commencé il y a 85 millions d'années...

À quoi bon toutefois, a-t-on presque envie de demander, toutes ces recherches si elles ne nous permettent pas de prendre les mesures indispensables sinon pour éviter les catastrophes, au moins pour essayer d'en limiter les conséquences ?

Ici se posent, me semble-t-il, plusieurs questions : celle, bien entendu, de nos capacités de prévision à partir de recherches conduites sur des phénomènes physiques de très longue période. Celle, tout à fait dans l'air du temps, des dispositifs de veille et d'alerte qui, en dépit des moyens techniques dont on dispose — et dont, par exemple, semble bien équipé l'océan Pacifique —, restent très insuffisamment développés dans d'autres zones, par exemple, dans l'océan Indien où les risques ne sont pas moindres mais leurs coûts peut-être jugés exorbitants au regard des enjeux. Certains analystes n'ont-ils pas relevé que, à l'aune de la cotation des compagnies d'assurances, il apparaissait que 150 000 morts dans l'océan Indien coûtaient moins cher que les

3 000 morts des Twin Towers (dépêche de l'agence Reuters, 29 décembre 2004) ?

Certaines zones, apparemment, bénéficient de systèmes de capteurs, de dispositifs de liaison, d'alerte et de coordination. Les autres, non. Sachant du reste qu'entre l'information qui circule entre les scientifiques, celle qui est diffusée et plus ou moins opportunément relayée par les médias — lorsqu'ils existent —, celle effectivement prise au sérieux par les populations, y compris leurs dirigeants, et leurs capacités respectives à réagir à temps, les écarts sont considérables, peut-être en raison de leur niveau respectif de développement, de leur expérience en ces matières et donc de leur sensibilité aux signaux d'alerte (les Japonais ont, en l'espèce, une capacité d'anticipation et de réaction sans commune mesure avec l'Indonésie).

« La société de la connaissance » à laquelle on se réfère désormais régulièrement ne saurait dépendre exclusivement des capteurs et des tuyaux. L'enjeu réside tout autant, sinon davantage, dans la qualité de l'information qui y circule, a fortiori dans les capacités humaines à la comprendre, la trier, l'exploiter judicieusement au profit d'une politique de précaution, le cas échéant de prévention et, à défaut, d'alerte et de secours.

Au-delà de nos capacités — on y revient toujours — de veille et d'anticipation, est posé le problème de nos capacités d'action collective, en particulier au regard d'enjeux planétaires tels que ceux liés à la gestion commune d'un écosystème dont nous venons, une fois de plus, de prendre conscience de la puissance et de la fragilité.

Hugues de Jouvenel